



EN FRANCE ET EN EUROPE

LES SOCIALISTES À L'ÉCOUTE DE LA COLÈRE SOCIALE





• **Marylise Lebranchu**, députée du Finistère • **Jean-Louis Bianco**, député et Président du Conseil général des Alpes de Haute-Provence • **Claudy Lebretton**, président du Conseil général des Côtes d'Armor • **Olivier Dussopt**, député de l'Ardèche • **Philippe Martin**, président du Conseil général du Gers

« Face à la crise, quelles réponses de la Gauche dans nos collectivités ? »

de 10h à 16h30 à Laval, Cinéville, quai Gambetta

forumdesterritoires@gmail.com



Mercredi 8 avril

- Les entretiens de Solférino : **Emmanuel Maurel**, *secrétaire national à l'Université Permanente et d'Été* vous invite à débattre avec : **Rémi Lefebvre**, *professeur de sciences politiques à l'Université de Reims, Chercheur au CERAPS Lille 2*, sur le thème : « Les transformations des pratiques militantes »
- Inscription obligatoire : information@parti-socialiste.fr
Tél. : 01 45 56 76 13



Depuis l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy, la France subit un terrible recul des libertés. Ce livre élaboré par le Parti socialiste décrypte les multiples remises en cause des droits individuels et collectifs. De ADN à Zones d'attente, il dresse, en 89 mots clés, un état des lieux des atteintes aux libertés publiques orchestrées par Nicolas Sarkozy depuis mai 2007. Défendre les fondements du pacte républicain est un devoir. Cet ouvrage constitue une première contribution à ce travail.

Prix : 5 € l'exemplaire.

Renseignements au 01 45 56 78 15

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax: 01 45 56 76 83

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrire à : redaction@parti-socialiste.fr) DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Maurice Braud

- DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon • RÉDACTRICE EN CHEF : Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32) • SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Élisabeth Philippe (76.27) • MAQUETTE : Pascale Lecomte (79.44) et Joëlle Moreau (77.16)
• PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00) • SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) • ABONNEMENT : Sabine Sebah (78-57)
• FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223)
• ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solis Communications. Ce numéro a été tiré à 243 137 exemplaires.

Changer maintenant !



Jean-Christophe Cambadélis,
secrétaire national
à l'Europe et aux
relations internationales.

■ Numéro spécial : Crise sociale

Trois millions de personnes dans la rue, le 19 mars dernier. Trois millions de personnes indignées, angoissées. Alors que le gouvernement reste sourd, le PS entend cette colère sociale. Et c'est pour cela que l'*Hebdo* lui consacre un numéro spécial, articulé autour de deux séquences. La première, « **Défiance générale** » (p6 à 23) décrit en détail la situation des Français, leur désarroi face à la crise et à la gestion lamentable du gouvernement. La seconde « **L'Europe: la première réponse des socialistes** » (p24 à 34) détaille l'engagement des socialistes qui comptent se battre, lors des élections européennes, contre les ravages du libéralisme et des politiques de droite, et répondre ainsi aux attentes des Français.

Ils ne veulent rien entendre après l'immense manifestation du 19 mars... Le pouvoir a répondu « touche pas mon paquet fiscal ».

Ils ne veulent rien entendre après l'effondrement de leur système économique libéral... Les pouvoirs ont répondu « touche pas à Barroso », « continuons sa politique libérale ».

Il est temps, plus que temps, dans cette crise qui démontre la faillite des anciennes logiques libérales de remettre en cause les dogmes du « laisser-faire » du marché providence, et repenser les fondements même de notre organisation économique et sociale en Europe.

Les droites européennes, l'UMP en tête, n'ont rien compris, ni rien appris de cette crise. Sarkozy, Merkel ou Berlusconi n'ont comme préoccupation que de passer au mieux la crise pour recommencer comme avant. Ils restent obstinément bloqués dans leur logique libérale. Il est urgent de rompre avec cette politique qui conduit l'Europe à la catastrophe et la France à la ruine.

Il est temps d'imposer l'abrogation du paquet fiscal qui permettrait à la France de faire vraiment face à la crise. Il apparaît comme l'injustice érigée en un dogme d'état.

Voilà pourquoi le PS lance sa grande campagne nationale pour l'abrogation du paquet fiscal.

Il est temps d'obtenir un autre modèle pour l'Europe élargie que celui du dumping social. C'est pourquoi avec les 26 autres partis socialistes d'Europe, nous nous battons pour un pacte européen pour le progrès social, qui est porteur d'un nouveau partage des richesses, garantissant le travail, le dialogue social, le développement durable, l'innovation, la recherche. Nous voulons une clause de progrès social dans toutes les législations de l'union qui garantisse qu'en aucun cas une directive puisse faire jouer la logique du marché contre les droits sociaux. Seule une nouvelle majorité au Parlement européen peut le faire.

En France, en Europe, il est urgent, il est possible de changer de cap. Il faut changer maintenant !

Le chiffre

Les dépenses de consommation des ménages français en produits manufacturés ont reculé de 2% en février. « C'est la première alerte sérieuse sur la consommation des ménages. Il faut remonter à avril 2008 pour retrouver un niveau de consommation mensuelle aussi bas », relève l'économiste Nicolas Bouzou. C'est aussi un des deux moteurs de la croissance qui s'effondre. Cette chute s'explique par le niveau de confiance faible des ménages et le recul du pouvoir d'achat lié à la hausse très rapide du chômage.

2%**Sécurité****Come-back répressif de Sarkozy**

En déplacement à Gagny (93), le 18 mars, le chef de l'État a annoncé des mesures pour lutter contre les violences commises en bande ou à l'intérieur des établissements scolaires. Des propositions inadaptées : « De fait, fidèle à sa méthode, Sarkozy se contente d'annoncer le durcissement de l'arsenal répressif : or c'est cette même politique, mise en place depuis 2002, qui a échoué », rappellent les socialistes. S'il faut condamner les violences commises, le rétablissement d'une police de proximité, dotée de réels moyens, pas uniquement tournée vers la répression mais aussi la prévention, serait une réponse bien plus efficace.



nauté catholique. Mais Christine Boutin, a, elle, cru bon de défendre l'indéfendable : « Vous n'attendez tout de même pas que le pape dise qu'on doit mettre un préservatif ! » Dans une chronique du *Monde*, datée du 20 mars, la journaliste Caroline Fourest s'interroge : « Pourquoi ne pas souhaiter des imams luttant contre le terrorisme avec des fleurs, des rabbins portant secours aux enfants de Gaza et un pape distribuant des préservatifs en Afrique ? »

Santé**Le pape capote**

Benoît XVI n'est plus en odeur de sainteté. Ses déclarations, lors de sa visite au Cameroun, sur le préservatif qui aggraverait l'épidémie du sida ont profondément choqué, même au sein de la commu-

Finance**Interdire les crédits revolving**

Christine Lagarde a présenté son pré-projet de loi sur le crédit revolving (réserve d'argent permanente, accessible à tout moment). Le texte veut encadrer un système de crédit pourtant jugé à l'origine du surendette-

ment de nombreux Français : sur le million de dossiers de surendettement présenté par des familles depuis 2004, 84% comprennent des crédits revolving. Le PS « demande au gouvernement et au législateur de prendre deux initiatives fortes pour la défense du consommateur : l'interdiction du crédit dit renouvelable, et l'interdiction de couplage des cartes de fidélité de grandes surfaces, de magasins ou d'enseignes en ligne avec des réserves permanentes d'argent ».

Immigration**La solidarité n'est pas un délit**

Le 18 mars, le groupe socialiste, radical et citoyen à l'Assemblée nationale a déposé une proposition de loi visant à supprimer le « délit de solidarité » avec les étrangers en situation irrégulière. Suite au placement en garde-à-vue d'une bénévole des Restos du Cœur, et après la perquisition d'un local Emmaüs à Marseille, les socialistes ont décidé de proposer un texte pour mettre fin à de tels abus. Il sera soumis à l'examen de l'Assemblée dans le cadre de la niche parlementaire du groupe socialiste, le 30 avril.

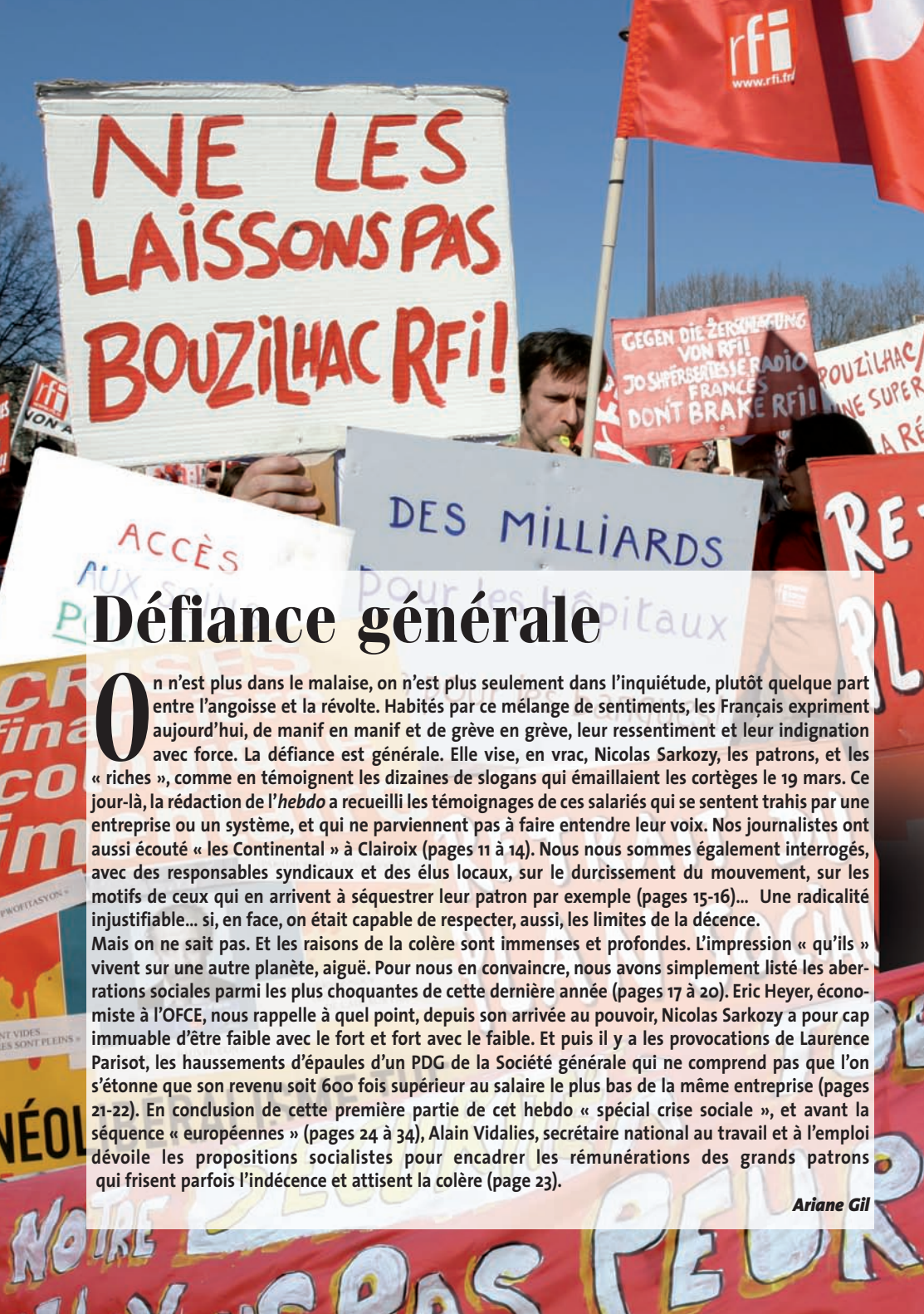
Page réalisée par Fanny Costes



L'image de la semaine

Ensemble pour les libertés

Socialistes, acteurs du monde associatif, judiciaire et médiatique, artistes et citoyens se sont réunis le 22 mars au Zénith, pour débattre des atteintes aux libertés publiques qui se multiplient depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir. Autour de trois tables rondes, consacrées à la défense des collectivités locales et des droits de l'opposition, aux libertés sous surveillance et aux menaces qui pèsent sur la liberté d'expression, les intervenants ont établi un constat alarmant : la droite veut brider la parole des parlementaires, empiète de plus en plus sur l'indépendance des magistrats, pourchasse les militants associatifs et cherche à contrôler les médias. Tous ont aussi appelé à la mobilisation. Car « l'atteinte aux libertés ne règlera ni le problème de la crise sociale, ni le problème de la sécurité », pour reprendre les mots de Martine Aubry. Voir les débats sur www.agirpourleslibertespubliques.net



Défiance générale

On n'est plus dans le malaise, on n'est plus seulement dans l'inquiétude, plutôt quelque part entre l'angoisse et la révolte. Habités par ce mélange de sentiments, les Français expriment aujourd'hui, de manif en manif et de grève en grève, leur ressentiment et leur indignation avec force. La défiance est générale. Elle vise, en vrac, Nicolas Sarkozy, les patrons, et les « riches », comme en témoignent les dizaines de slogans qui émaillaient les cortèges le 19 mars. Ce jour-là, la rédaction de l'*hebdo* a recueilli les témoignages de ces salariés qui se sentent trahis par une entreprise ou un système, et qui ne parviennent pas à faire entendre leur voix. Nos journalistes ont aussi écouté « les Continental » à Clairoux (pages 11 à 14). Nous nous sommes également interrogés, avec des responsables syndicaux et des élus locaux, sur le durcissement du mouvement, sur les motifs de ceux qui en arrivent à séquestrer leur patron par exemple (pages 15-16)... Une radicalité injustifiable... si, en face, on était capable de respecter, aussi, les limites de la décence.

Mais on ne sait pas. Et les raisons de la colère sont immenses et profondes. L'impression « qu'ils » vivent sur une autre planète, aiguë. Pour nous en convaincre, nous avons simplement listé les aberrations sociales parmi les plus choquantes de cette dernière année (pages 17 à 20). Eric Heyer, économiste à l'OFCE, nous rappelle à quel point, depuis son arrivée au pouvoir, Nicolas Sarkozy a pour cap immuable d'être faible avec le fort et fort avec le faible. Et puis il y a les provocations de Laurence Parisot, les haussements d'épaules d'un PDG de la Société générale qui ne comprend pas que l'on s'étonne que son revenu soit 600 fois supérieur au salaire le plus bas de la même entreprise (pages 21-22). En conclusion de cette première partie de cet hebdo « spécial crise sociale », et avant la séquence « européennes » (pages 24 à 34), Alain Vidalies, secrétaire national au travail et à l'emploi dévoile les propositions socialistes pour encadrer les rémunérations des grands patrons qui frisent parfois l'indécence et attisent la colère (page 23).

Ariane Gil

« C'est le pays profond qui se réveille contre le rouleau compresseur libéral »

230 cortèges à travers le pays, près de 3 millions de personnes dans les rues et 3 Français sur 4 qui approuvent la journée de grève... La mobilisation du 19 mars fut d'une rare ampleur, plus importante même que les manifestations anti-CPE de 2006. Chercheur et spécialiste des mouvements sociaux, Jean-Marie Pernot analyse le mouvement social actuel. Un cri de colère face à la crise, mais aussi face à l'arrogance du gouvernement.

Comment expliquer le succès de la mobilisation du 19 mars ? Plus généralement, comment expliquer l'ampleur du mouvement social actuel ?

On compare beaucoup ces manifestations à celles de 2006 contre le CPE. En réalité, elles s'inscrivent dans un cycle qui a débuté avec les grandes grèves de 1995 et s'insèrent plus généralement dans le mouvement de « grand refus du libéralisme », pour reprendre l'expression du sociologue Alain Touraine. Les manifestations sont désormais ancrées dans le paysage social français. Elles sont devenues une forme de participation politique, comme les élections ou les enquêtes d'opinion. Elles permettent de rendre publiques des problématiques sociales.

Quant à l'ampleur du mouvement actuel, elle est proportionnelle à l'ampleur de la crise et à son extrême violence. Les



Chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires), Jean-Marie Pernot est spécialiste des mouvements sociaux. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur le sujet, notamment Syndicats, lendemains de crise ? (Folio, Gallimard) et La Grève, co-écrit avec Guy Groux (2008, Presses de Sciences-Po).

entreprises ajustent leur main d'œuvre instantanément même si elles ne sont pas en difficulté. Elles suppriment des



**À Compiègne
la manifestation
a réuni 10 000 personnes
pour une ville
de 40 000 habitants**

emplois par anticipation et nombre d'entre elles se coulent dans cette situation « privilégiée » pour délocaliser ou précariser l'emploi.

**Ce sont donc la
colère et l'indignation qui font
descendre les
gens dans la rue ?**

S'agissant d'un mouvement d'une telle ampleur, il n'existe pas qu'un seul facteur causal. Certes, la crise l'explique en grande partie, mais d'autres aspects doivent être pris en considération. L'arrogance du pouvoir politique apparaît ainsi comme un

**« L'arrogance
du pouvoir
politique est
un facteur
aggravant »**

facteur aggravant, avec ici ou là, l'expression (nouvelle) d'une sorte d'exécration du chef de l'État. Sa personnalité cristallise une profonde exaspération. Le 19 mars, beaucoup de manifestants arboraient d'ailleurs des autocollants « Casse-toi pauvre con », en référence à la fameuse sortie de Nicolas Sarkozy. Toutes les colères se cumulent, notamment celles des mondes professionnels agressés depuis deux ans, celles des magistrats, des enseignants, des chercheurs, des salariés de l'audiovisuel public, du secteur hospitalier... Les salariés du privé viennent grossir les rangs des mécontents. Tout le monde est insécurisé, même les cadres. C'est le pays profond qui se réveille contre le rouleau compresseur libéral.

Les syndicats ont su entendre cette colère. Leur unité constitue un autre signe distinctif de ce mouvement...

En effet, l'intersyndicale n'est pas une nouveauté radicale, qu'on se souvienne du CPE, mais cette fois, elle se réalise sur la base d'un programme, d'un volet de propositions pour faire face à la crise. Les salariés y sont sensibles, ils veulent resserrer les rangs autour de la défense du statut de salarié. L'un des grands acquis de l'après-guerre était la sortie du précaire par le sala-

riat. Dans les années 90, ce statut se dégrade avec, aujourd'hui, un retour massif du précaire.

Cette crise est-elle une chance pour les syndicats ? Peut-elle leur permettre de regonfler leurs effectifs, aujourd'hui clairsemés ?

Les syndicats n'ont évidemment pas choisi ce qui se passe. Mais la situation les contraint à l'unité. Ils sont aujourd'hui investis d'une énorme responsabilité. Dans l'opinion, leur image n'est pas mauvaise. S'ils parviennent à montrer qu'ils peuvent être utiles, ils inverseront peut-être la dramatique tendance actuelle à rester à l'extérieur de la syndicalisation.

Ne sont-ils pas dépassés par une certaine forme de radicalisation du mouvement : le PDG de Sony France séquestré toute une nuit, le directeur de l'usine Continental de Clairoux bombardé d'œufs, l'entreprise pharmaceutique GSK d'Évreux occupée par ses salariés...

La radicalité est un mécanisme de défense face à l'offensive de certains employeurs particulièrement cyniques. À ce titre, le cas de Continental est exemplaire. Les salariés avaient accepté de revenir à 40 heures par semaine et vont, malgré leurs efforts, subir un plan social. Ils ont à juste titre le sentiment d'avoir été dupés. Et des

scandales comme l'affaire des bonus de la Société générale ou les discours provocateurs de Laurence Parisot, la patronne des patrons, ne font qu'alimenter cette colère.

Mais ce type de violence sociale n'est pas nouveau. Dans les années 70, c'était même allé beaucoup plus loin.

Aujourd'hui, les grandes manifestations permettent justement de canaliser en partie la radicalité. Nous n'avons pas vu en France de revendications comparables au terrible « *British jobs for british workers* » (Le travail anglais pour les travailleurs anglais).

Que dire de l'attitude du gouvernement face à ce mouvement ?

Comme l'analyse très justement l'économiste Jean-Paul Fitoussi, cette crise est avant tout la faillite de la gestion privée. Or les réponses de Nicolas Sarkozy pour y faire face sont complètement à côté de la plaque. Lui et son gouvernement restent prisonniers de la vision libérale qu'ils avaient en arrivant aux affaires, celle de la privatisation à tous crins. Il n'y a qu'à voir ce que fait Xavier Darcos avec l'école.

Cet autisme du gouvernement est évidemment un facteur aggravant. Le discours de François Fillon au soir des manifestations du 19 mars est

Euken Ostolaza, 48 ans, chanteur



« La richesse va toujours dans les

mêmes mains »

Je suis ténor dans le chœur de Radio France. En quittant l'opéra pour Radio France, j'ai perdu en salaire et en qualité de vie. Pendant plus de neuf ans, nous n'avons eu aucune augmentation. Nous avons été augmentés le mois dernier. Nous manifestons aujourd'hui par solidarité avec nos camarades de RFI par exemple ; la radio va supprimer plus de 200 postes. Les entreprises disent qu'elles ont de moins en moins besoin de main d'œuvre, tout cela pour amasser encore plus de fric. Les écarts entre les riches et les pauvres sont de plus en plus gros. Nous ne voulons pas du néolibéralisme actuel. Je ne suis absolument pas d'accord avec les nouvelles orientations économiques que le pays a prises. Elles couvrent les plus aisés. Où va la richesse ? Toujours dans les mêmes mains ! L'argent ne va pas dans les poches des petits travailleurs à qui les banques d'ailleurs ne font pas crédit. C'est pour ça qu'il faut râler !



exemplaire de cette attitude, de cet enfermement dans un schéma inadapté.

Quelles réponses un parti politique comme le PS doit au contraire apporter ?

Au lieu de courir après le mouvement social, les partis politiques doivent éclairer les questions de fond que pose cette crise : le rapport privé-public, le rôle du système bancaire, celui de l'Europe, ce que la social-démocratie peut apporter aux salariés... Comment répondre au mouvement actuel de démolition de l'État social keynésien, ce système qui considérait la protection du salarié comme un moteur de la croissance ? Le changement opéré aux États-Unis avec l'élection de Barack Obama crée un espace nouveau. Il y a moins qu'avant le rouleau compresseur ultra-libéral des États-Unis.

Le mouvement social peut-il avoir des effets sur la poli-

tique de Nicolas Sarkozy ? Peut-il finir par l'infléchir ?

Les mouvements sociaux ont toujours des effets politiques. Alain Juppé ne s'est jamais remis des grèves de 1995 et on ne sait pas si Dominique de Villepin se relèvera un jour du CPE. On ne fait pas impunément descendre 2 à 3 millions de personnes dans la rue de manière répétée. Les premiers effets de cette mobilisation se dessinent dans les divisions au sein de la droite. On l'a vu avec la fronde de certains députés UMP contre le bouclier fiscal. La pression sociale va sans doute amplifier ces failles qui vont devenir de plus en plus difficiles à gérer. Tout cela finira par remonter par le canal des élections. À commencer par les européennes de juin prochain qui pourraient bien se transformer en vote sanction.

Propos recueillis par Elisabeth Philippe et Julia Pasquel

Signez la pétition pour l'abrogation du bouclier fiscal sur www parti-socialiste.fr

Laure Helleringer,
30 ans, orthophoniste



« On casse
le statut
du travail-
leur social »

J'étais à la manifestation du 29 janvier, mais c'est la première fois que je fais grève. Je me sens solidaire des gens visés par la crise, et je manifeste pour défendre mon métier. Je suis orthophoniste au Celem, le Centre d'éducation du langage pour enfants malentendants à Paris. Nous sommes régis par la convention collective 66 qui est menacée. On nous propose une augmentation du temps de travail, qui sera annualisé, la suppression de nos congés trimestriels accordés jusque-là en compensation de la pénibilité de notre travail, un changement de la grille salariale, avec une augmentation de salaire de 1% par an et plus rien après quinze ans d'expérience. Cela revient à casser le statut de travailleur social. Il n'y aura plus aucun avenir pour les institutions spécialisées et ceux qui ont fait le choix d'y travailler. On parle de l'intégration des handicapés dans la société, pour cela il faut des moyens comme des enseignements adaptés. Or, on leur coupe les vivres et l'espoir.

Continental, duperie monumentale

L'usine Continental de Clairoix dans l'Oise fermera ses portes en 2010. L'annonce est tombée le 11 mars comme un couperet. Un coup de poignard dans le dos des salariés, qui avaient accepté, 18 mois plus tôt, de revenir aux quarante heures hebdomadaires pour sauvegarder leurs emplois. Révoltés, ils attendent aujourd'hui de l'État une réaction forte. Mais ils ne se bercent pas d'illusions. Reportage.

« Continental, patrons voyous », « Bouclier social plutôt que bouclier fiscal ». Les slogans entonnés par la quasi-totalité des salariés de l'usine de pneus de Clairoix, le 19 mars, traduisent l'indignation. Tous ont le sentiment amer d'avoir été dupés. Il y a 18 mois, la direction promettait la sauvegarde de leurs emplois s'ils acceptaient de revenir aux quarante heures. Ils ont été contraints de s'aligner. Le site a même fait plus de 10 millions d'euros de bénéfices. Malgré leurs efforts, l'annonce tombe le 11 mars : l'usine fermera ses portes en 2010. Un choc terrible. Même si du côté des syndicats, des rumeurs persistantes laissaient présager cette issue depuis fin 2008. « Les dirigeants de Continental se sont comportés de manière scandaleuse : avidité, brutalité, duplicité. Ils ont exigé des salariés de signer un accord de retour aux quarante heures sans compensation de salaire équilibrée et aujourd'hui, on

leur annonce qu'ils peuvent toujours signer tous les accords qu'ils souhaitent, ça ne vaut rien. On ferme l'usine ! », s'insurge Laurence Rossignol, vice-présidente du conseil régional de Picardie. Immédiatement, la région a mis en place une cellule d'urgence pour les salariés afin de les aider dans leurs démarches sociales et juridiques.

Mais pas question pour les élus socialistes comme pour les syndicats de l'usine de baisser les bras. L'heure n'est pas à la reconversion, mais au combat contre une fermeture programmée par le groupe Continental pour délocaliser et s'enrichir sur le dos des 1120 salariés.

Abus de confiance

« Ce drame aurait pu être évité en prenant soin d'informer les salariés sur le système de gestion de l'entreprise, les éventuelles difficultés qu'elle aurait pu rencontrer, et en écoutant les propositions alternatives des représentants des salariés,

dénonce Maryse Dumas, secrétaire confédérale de la CGT. Et ça pourrait encore être évité par une politique courageuse de l'État à l'égard de cette entreprise, par exemple en l'obligeant à rembourser toutes

mobilisation nationale du 19 mars que le Président s'est dit « pas très content de l'attitude des gens de Continental » et a promis de faire respecter leurs engagements au groupe allemand. Une réaction dérisoire,



voire cynique, quand la politique mise en œuvre depuis deux ans aggrave la situation des salariés au profit des patrons. « Des salariés qui ont fait confiance à la politique du Président sur l'idéologie du « travailler plus », d'une France qui se lève tôt, de la valorisation du travail, d'exonération des heures sup, se retrouvent mis à la porte comme des mal-

les aides qu'elle a perçues jusqu'à présent : exonérations de cotisations sociales sur les salaires et les heures supplémentaires notamment. S'il y a évidemment une responsabilité de la direction de l'entreprise, il y a aussi une responsabilité de l'État qui, pour le moins, la laisse faire, et ne la stoppe toujours pas. »

Le gouvernement n'a pas réagi immédiatement sur ce dossier. La direction de Continental a pourtant été prise en flagrant délit d'abus de confiance. Ce n'est qu'à l'approche de la

propres ! On voit aujourd'hui à quel point cette politique mène à l'impasse », s'indigne encore Maryse Dumas. De plus, dans son plan de relance pour l'automobile, la droite a oublié les équipementiers, alors qu'ils subissent de plein fouet la baisse des carnets de commande des grands groupes automobiles. Une insuffisance caractéristique de la politique de la droite, selon Benoît Hamon, porte-parole du PS : « L'État n'est pas directement responsable des licenciements. Mais il sera directement res-

ponsable de n'avoir rien fait pour les empêcher. Le gouvernement ne fait rien face à toutes les victimes invisibles de la crise, celles et ceux qu'on licencie en silence en dehors des plans sociaux massifs. Et quand de grandes entreprises gagnent de l'argent et choisissent de faire des salariés la variable d'ajustement, on attend autre chose que des gesticulations. Le Parti socialiste propose de rendre si chers les licenciements dans des entreprises qui gagnent de l'argent que ça les dissuade de le faire. On pourrait faire une loi sur ce sujet et la négocier avec les partenaires sociaux. »

Saignée

En grève dès l'annonce de la fermeture, les salariés ont décidé de se battre. Au point de devenir, bien malgré eux, les icônes d'une bataille nationale pour la préservation de l'emploi. Ils attendent du gouvernement qu'il se mobilise comme il s'est engagé financièrement pour les banques. « Nous sommes en colère, mais ça fait dix jours qu'on est dans la rue et il y a un regain de vitalité et de moral, assure Didier Bernard, délégué CGT et salarié de Continental. On attend du gouvernement qu'il arrête Continental dans cette démarche et on va le met-



Philippe Biernacki,

40 ans, délégué CFTD et technicien méthode à Continental-Clairoix

« Démontrer que la société est viable »

« On a tous travaillé plus. Mais ça n'a servi à rien. D'ailleurs, le site de Sarreguemines en Moselle est repassé aux 35 heures pour faire des économies ! Pour nous, les conditions de travail se sont dégradées. Les accidents de travail se sont multipliés. Avant, nous étions en 3X8, aux 35 heures. Ceux du matin pour qui les conditions physiques sont beaucoup plus difficiles - ils se lèvent sur les coups de 5h - travaillaient quatre jours puis récupéraient. Mais depuis 18 mois, ils étaient contraints de travailler 5 jours de suite.

Ma situation est un peu différente. Je suis technicien méthode, c'est-à-dire que je tente d'améliorer la productivité des unités de travail. Je n'ai pas eu à signer l'accord de retour aux quarante heures car je suis considéré comme un employé improductif. Mais il n'est pas rare de faire bien plus de 40 heures de travail par semaine. Beaucoup de mes collègues sont partis en retraite et n'ont pas été remplacés.

Je ne suis pas très inquiet pourtant : ma qualification ne devrait pas poser de problème pour retrouver un emploi. Mais ma qualité de vie va changer. Là, je vis à moins de dix minutes du site de Clairoix. Je me lève aux alentours de 7h30 et rentre chez moi vers 18h. Avec un emploi à Paris par exemple, je serai debout dès 6h et pas rentré avant 19h. J'attends quand même le 31 mars. Nous allons tenter de démontrer que la société est viable. Mais quand des groupes comme Total font 14 milliards d'euros de bénéfices et peuvent licencier en toute impunité plus de 500 personnes, on doute. Tant qu'il n'y a pas de loi pour interdire un tel comportement, les licenciements abusifs continueront. »

Bruno Bougraud,
42 ans, conceptionneur
en préparation à
Continental-Clairoix

« Victimes d'un jeu
de Monopoly »

« **P**our le moment, je n'ai eu à subir aucune perte de salaire. La forte mobilisation nous a permis d'exiger de la direction de ne pas soustraire nos jours de grève de notre rémunération. Mais à présent, je veux me battre pour négocier au mieux le départ. Nous avons tous plus travaillé. C'est notre pognon et on veut en profiter. Car je suis sûr que le site de Clairoix fermera. D'ici le 31 mars, il faut réussir à repousser la mise en œuvre du plan social pour mieux négocier les conditions de licenciement. Après je ne sais pas, je pourrai bien essayer de trouver une formation. Mais le chômage touche la France entière. Ça ne servirait à rien de déménager puisque c'est la même situation partout. Pour moi, on est les victimes d'un jeu de Monopoly à échelle humaine. Des pions jetés pour payer des délocalisations. Car l'année écoulée, on a fait 11 millions d'euros de bénéfices sur l'usine de Clairoix. Une cellule psychologique vient d'ouvrir sur le site, je suis sûr qu'elle va vite être remplie ! Si Continental ferme, ce sont au moins 3000 emplois qui devraient disparaître. Tout le monde pourra alors être touché. »

Une réponse européenne

Le cas Continental n'est malheureusement pas isolé. En France et partout en Europe, la politique libérale de la droite a permis aux entreprises de licencier avec une facilité écoeurante. « Le dossier Continental est quasiment exemplaire puisque c'est une entreprise allemande avec des sites en France, en Allemagne, en Roumanie, souligne Laurence Rossignol, vice-présidente de la région Picardie Et pourquoi ferme-t-on Clairoix ? Le site est bénéficiaire, mais le pneu sort plus cher qu'ailleurs. C'est-à-dire que les avantages sociaux des salariés de Continental obtenus après 20 ans de lutte coûtent plus cher qu'ailleurs en Europe. Donc la position des dirigeants de Continental est d'aligner les coûts sur les coûts les plus bas. C'est pour cela qu'il faut appeler à l'harmonisation sociale et fiscale pour que ces exemples de dumping social à l'intérieur même de l'Union européenne ne se reproduisent pas. ». Les élections européennes du 7 juin prochain sont pour les socialistes le seul moyen de donner une autre majorité à l'Europe et une autre politique. « Nous demandons au niveau européen un plan de développement pour l'emploi et un pacte de protection des salariés pour contrer des mesures aussi révoltantes que celles qui s'appliquent aujourd'hui à Continental et ailleurs, déclare Gilles Pargneau, tête de liste socialiste pour le Nord-ouest aux prochaines Européennes. Aujourd'hui, l'Europe c'est celle de Barroso, de Sarkozy, des libéraux qui sont dans le laisser-faire et aggravent les inégalités. Nous, nous souhaitons que l'Europe passe à gauche. Pour faire en sorte de changer l'Europe maintenant. » Il est grand temps.

tre au pied du mur. On a le rapport de force : l'opinion publique, les salariés des boîtes environnantes... La fermeture hypothétique ou concrète, c'est en mars 2010. D'ici là, il va se passer des choses. » Cette ténacité était d'ailleurs palpable lors de la manifestation du 19 mars : 10 000 personnes ont défilé dans les rues de Compiègne, à côté de Clairoix. L'agglomération ne compte que 70 000 habitants. Du jamais vu ! Car la situation régionale pourrait devenir catastrophique d'ici 2010. Plusieurs milliers d'emplois sont en jeu. « Il y avait 1300 emplois dans cette entreprise, il y a encore peu de temps. C'est le

plus gros employeur privé du département de l'Oise, déplore Laurence Rossignol. Les emplois induits sont à multiplier par deux ou trois. Dans le bassin compiégnois, c'est une véritable saignée dans la vie sociale qui tombe comme une chape de plomb sur une ville totalement désespérée devant cette agression. » En attendant un rendez-vous avec Nicolas Sarkozy ou l'un des ministres en charge du sujet, les salariés ont accepté de reprendre le travail le 23 mars sans perte de revenus. Mais le compte à rebours est lancé : le plan social doit s'enclencher le 31 mars prochain.

Fanny Costes

Signez la pétition pour l'abrogation du bouclier fiscal sur www.parti-socialiste.fr

Capitalisme trop anti-social : les salariés perdent leur sang-froid

Il paraît que les grèves passent aujourd'hui inaperçues. En réponse à cette déclaration de Nicolas Sarkozy, certains salariés, en bagarre pour leur emploi, sont tentés de se faire entendre autrement qu'en descendant dans la rue : occupation d'usine, séquestration de patron... Le pourrissement du climat social s'explique par l'injustice et les promesses non tenues. La radicalisation comme expression du désespoir.

Un hangar de l'usine Continental de Clairoix (Oise), le PDG se prend des œufs, des projectiles et même un drapeau syndical en pleine tête. L'usine va fermer, jetant dehors plus de 1 100 salariés. Licenciement boursier. Les ArcelorMittal de Gandrange (Moselle) disent leur amertume un an après les déclarations très sociales de Sarkozy : « On ne se contentera pas de dire "il n'y a qu'à", on mettra de l'argent dans l'outil de production s'il le faut. », avait juré le Président, casque sur la tête et main sur le cœur. « Il a joué avec nous. Pourquoi a-t-il laissé espérer les gens ? », résume Edouard Martin, délégué CFDT au Comité d'entreprise européen de Mittal. Ailleurs, les occupations d'usine se multiplient, comme chez GSK à Évreux, le groupe pharmaceutique qui va supprimer 798 emplois. Le climat social se tend, passant de la résignation à l'action, parfois violente. Le vase des promesses non tenues déborde, provoquant partout la révolte de ceux qui se sentent trahis. La violence des conflits apparaît



ainsi comme l'offensive désespérée à la brutalité des annonces de fermeture.

Colère

Chez GSK, les salariés, en grève pendant une semaine, en sont venus à occuper directement le lieu de production. Ils savaient qu'un plan social se dessinait, mais la direction gardait le secret sur ses victimes. Bonjour, l'angoisse. L'occupation avait pour but d'obtenir une prime de 10 000 euros, qui viendrait en réparation « de la souffrance subie depuis l'annonce de la restructuration », explique Philippe Lecoq délégué FO. Dans

Dans le cortège parisien, le 19 mars.



les Landes, à Pontonx, la colère a fait basculer les ouvriers. La semaine dernière, ils ont empêché le PDG de Sony France, Serge Foucher venu leur rendre une dernière visite avant fermeture, de quitter l'usine. Des tronc d'arbres récupérés de la récente tempête barraient la route. Résultat, le patron a passé la nuit dans une salle de réunion. « Les gens sont exaspérés, ils n'acceptent pas de souffrir de cette crise alors qu'on continue à faire des cadeaux aux riches. Cela peut malheureusement se traduire par ce genre d'action », explique Bernard Subsol, maire PS de Pontonx.

« Tout péter »

Les salariés de Sony dans les Landes ne comprenaient pas pourquoi ils ne pouvaient pas bénéficier des mêmes conditions de départ que leurs collègues en Alsace. « Ils sentaient aussi que la fin de la négociation était proche, affirme le maire, c'était leur baroud d'honneur ». Les salariés ont obtenu une rallonge sur le plan social. « C'était notre dernière chance, on n'avait pas le

choix pour récupérer un peu d'argent, payer l'assurance des voitures, la maison et les études des enfants », témoigne une salariée. En Picardie, chez Continental, on parle de « trahison » et on se bat face à l'incompréhension. « Je n'ai jamais vu des gens aussi déterminés à tout péter », explique Antonio Da Costa, secrétaire CFDT du CE de Clairoux. Ça pourrait mal tourner. « Pour l'instant, c'est de la colère rentrée, analyse Claude Gewerc, président de la région Picardie, on peut la comprendre : ces gens ont été trompés, abandonnés, bafoués ». GSK a annoncé une hausse de 16% de ses ventes au quatrième trimestre, Total gagne 14 milliards et supprime 555 postes, Continental a fait 17 millions d'euros de bénéfices en 2008. Et Sony vient d'ouvrir une usine d'écrans plats en Slovaquie. « Il n'y a aucun sentiment d'équité conclut Claude Gewerc, Il faut faire attention quand on nie autant les gens. » Attention au retour de bâton.

Stéphanie Platat

Catherine,
52 ans



« Trouver une
riposte
à la hauteur »

D'une façon générale, je suis contre toutes les réformes de Sarko. Les retraites, l'éducation, le service public, je souhaite que cette politique s'arrête rapidement. À Radio France, nous venons de connaître la première conséquence de la nouvelle loi sur l'audiovisuel public, avec la dissolution du collège employeur et la disparition de notre convention collective acquise en 1984. La négociation d'un nouveau statut promet déjà d'être difficile. À cela s'ajoutent les 206 suppressions d'emplois à RFI. La politique de Sarkozy atteint le général et le particulier.

Je ne souhaite pas que tout s'arrête avec cette manifestation. Il a déjà fallu attendre un peu trop entre le 29 janvier et le 19 mars. Il faut trouver une riposte à la hauteur de la mobilisation actuelle. Notre seule force est dans cette mobilisation car je ne pense pas qu'on soit en état de modifier beaucoup de choses. J'espère qu'il y aura un sursaut du côté de la gauche pour qu'une alternative se dégage.

Deux ans de rupture avec les Français

Passage en revue des principales mesures prises depuis l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy qui ont exacerbé le sentiment d'injustice et la colère des Français.

■ 2007 ■

Juillet : Comment gaspiller

15 milliards avec le bouclier fiscal

Dans la foulée de sa campagne électorale, Nicolas Sarkozy a fait passer, à l'été 2007, la loi dite en faveur du Travail, de l'emploi, et du pouvoir d'achat (TEPA). Celle-ci a un petit air d'Ancien Régime, instaurant notamment le bouclier fiscal à 50 % et la quasi-suppression des droits de succession. Cet accent mis sur l'accumulation et la transmission des plus gros patrimoines coûtera chaque année aux finances publiques 4 milliards d'euros pour le bouclier fiscal et 8 milliards pour les droits de succession et de donation. Ce dispositif a fait quelques heureux en 2008. En effet, les 1 000 foyers fiscaux les plus riches se sont partagé 270 000 euros par ménage, soit trois années de Smic chacun. Au final, la décision de Nicolas Sarkozy vient dégrader encore une fois la justice fiscale déjà mise à mal durant le précédent quinquennat. Décidées avant la crise, ces mesures ne sont pas remises en cause alors qu'elles l'aggravent.

L'illusion des heures supplémentaires

La loi TEPA instaurait également la défiscalisation des heures supplémentaires pour un coût de 4,5 milliards d'euros. Une mesure logique pour Nicolas Sarkozy puisque le levier de commande reste entre les mains de ses amis patrons, habitués du Fouquet's ou non. La mesure met surtout de côté les chômeurs et les salariés à temps partiel, notamment les 900 000 femmes qui travaillent à temps partiel contraint. Enfin, la défiscalisation des heures supplémentaires ampute les recettes de la Sécurité sociale. Si bien, qu'au final, ce sont les salariés qui devront payer cette baisse de cotisations. Comment dit-on perdant-perdant en Sarkozie ?

834 contribuables se sont vus rembourser **368 261** euros du fisc, soit l'équivalent de 30 années de SMIC. Merci le bouclier fiscal !

17

■ 2008 ■

Février : La farce Gandrange

Quand Mittal Steel a racheté Arcelor, son PDG avait fait la

90 200

**demandeurs d'emploi
de plus, en janvier**

**Caroline Deruas,
30 ans, intermittente du
spectacle**



**«Je suis
inquiète pour
l'avenir de
mon enfant »**

Sarkozy détruit tous les acquis sociaux des Français. Pour moi, le bon sens n'est pas de détruire ce qui existe et qui satisfait les gens. Je suis intermittente du spectacle, mais je manifeste parce que je suis une maman qui s'inquiète pour l'avenir de son enfant. Je trouve scandaleux qu'on réduise des postes dans l'Éducation nationale, qu'on en vienne à vouloir supprimer les Rased. Comment vouloir gagner de l'argent sur le dos de l'éducation de nos enfants ? Cela fait partie des régressions de la société que je ne souhaite pas connaître. Comment faire marche arrière après ce détricotage ?

promesse qu'aucune suppression d'emplois n'aurait lieu en Lorraine. Le même annonce, 18 mois plus tard, le licenciement de 600 salariés de l'usine de Gandrange, condamnant à terme le site. On allait voir ce qu'on allait voir ! Nicolas Sarkozy a fait le déplacement. Muni d'un casque et sous les applaudissements des salariés, il a promis que l'État ne laisserait pas faire. Les mois ont passé. Finalement, c'est la collectivité publique qui paiera le reclassement des salariés et qui prendra à sa charge les investissements que le groupe refuse d'opérer : capitulation en rase campagne devant le numéro un de l'acier. Dans ces circonstances, il n'est pas inutile de rappeler que « le rapport Attali propose justement de modifier le code du travail pour autoriser les licenciements "destinés à accroître la compétitivité de l'entreprise", c'est-à-dire même en l'absence de difficultés économiques », souligne Alain Vidalies, secrétaire national au travail et à l'emploi.

Septembre : Prêts aux banques sans conditions

Pour le plan de sauvetage des banques, c'est l'abondance : l'État leur a promis 15% du PIB. En septembre dernier, après avoir sauvé Dexia en apportant directement 3 milliards d'euros, le gouvernement a décidé de recapitaliser les banques françaises à hauteur de 40 milliards et de

leur apporter 320 milliards de crédits afin d'éviter l'effondrement du système bancaire. L'effort est colossal, mais la nation était au pied du mur. Ce qui n'est, en revanche, pas recevable, c'est l'absence de contrôle exigé par l'État sur ce flot d'argent public : contrairement au gouvernement anglais, le gouvernement Fillon n'a revendiqué ni présence au capital des banques ni au sein de leurs conseils d'administration. Il n'a pas non plus imposé ses conditions en matière de dividendes, de bonus ou encore de distribution de crédit aux PME. Mieux, « le gouvernement français a également confié aux banques les clefs de la société créée pour gérer les 320 milliards de crédits qu'il s'est engagé à leur apporter, en leur accordant généreusement deux tiers du capital de cette entité bien que les crédits en question soient financés uniquement par l'État... », déplore l'économiste Guillaume Duval (27 10 08, Marianne2.fr)

2009

Plan social dans l'administration

Non content d'avoir autorisé la privatisation de GDF, en mariant le groupe avec Suez, le gouvernement Fillon continue d'attaquer le service public. En 2009, ce sont 30 600 postes de fonctionnaires, dont 13 500 dans l'Éducation nationale, qui



passeront à la trappe. L'année dernière, déjà près de 23 000 postes ont été supprimés. Soit 40 Gandrange !

Janvier : Une relance homéopathique

Après bien des tergiversations, le gouvernement a présenté en janvier dernier un plan de relance de 26 milliards d'euros. L'objectif affiché ? Tenter de rompre avec le cercle vicieux dans lequel notre économie s'enfonce. Tout de suite, l'enveloppe paraît nettement insuffisante. En effet, l'effort porte à peine sur 0,3 % de notre PIB quand le FMI encourage les pays riches à y consacrer entre 2% et 3% de leur production de richesse. Et

encore, une fois déduites les dépenses à la charge des entreprises publiques, celles qui ne seront engagées qu'en 2010 ou les simples versements anticipés, le plan de relance plafonne sous les 9 milliards... Il n'est qu'un trompe-l'œil : les dépenses qui profiteront aux ménages se limitent à une prime de 500 millions pour les bénéficiaires du RSA, une dotation pour l'accompagnement des demandeurs d'emploi, une amélioration de l'indemnisation du chômage partiel et la prime à la casse.

Il ne reste en réalité qu'un milliard affecté à la consommation, la demande et le pouvoir d'achat ».

**Le bouclier fiscal =
458 millions attribués
à 14 000 contribuables**



**42 milliards d'euros de l'État pour les banques sans contreparties.
2,6 milliards pour « les victimes de la crise »**

Février : Contraintes minimales pour les constructeurs automobiles

En février, le gouvernement se décide à accorder un plan d'aide de 6,5 milliards d'euros aux constructeurs automobiles fran-

çais qui traversent d'importantes difficultés. Un secteur stratégique car il représente 3% des emplois en France. Contrairement aux banques, ce plan est assorti d'une contrepartie : les constructeurs ne doivent pas fermer d'usines en France. Le lendemain de l'annonce, Peugeot affiche sa première perte depuis 1997 et ajoute s'attendre au départ de 11 000 salariés en 2009, dont 6 à 7.000 en France. Le respect des conditions imposées dans le cadre de l'aide de l'État laisse un goût amer.

Olivier Vilain

Carole Roy,
33 ans, documentaliste
média au chômage



« Ne pas perdre ce que nos aînés ont acquis »

Bientôt au lieu de présenter sa carte vitale chez le médecin, il va falloir présenter sa carte bleue pour avoir l'autorisation de se faire soigner. De moins en moins de médicaments sont pris en charge et remboursés. Même chose pour les soins pour lesquels ils ont rajouté un système de franchise. Bientôt, il faudra une sur-mutuelle pour être couvert. Mais qu'on prenne tous les secteurs, on est touché pareil. J'aurais pu manifester avec les enseignants, pour défendre l'école, avec les médecins, pour les hôpitaux, etc... Sarkozy dit qu'en France personne ne voit quand il y a une grève, mais là il y a du monde dans la rue. Peut-être qu'à force de nous entendre râler... On n'est pas en 1936 à réclamer des choses, on ne veut simplement pas perdre ce que nos aînés ont acquis. Ce n'est pas des privilèges, c'est juste un ensemble de droits qui font la qualité de vie en France.

Signez la pétition pour l'abrogation du bouclier fiscal sur www.parti-socialiste.fr

Droits dans leurs bottes

À quel jeu le gouvernement, l'UMP et le patronat jouent-ils donc ? Après la grande journée de protestation du 19 mars, le chef de l'État et son Premier ministre se montrent inflexibles, et dans leur sillage, le patronat et notamment certains grands patrons jouent la provocation. De quoi attiser un peu plus encore la colère des Français.

« **G**agner des clopinettes nuit gravement à votre santé et à celle de votre entourage », pouvait-on lire sur une banderole du cortège le 19 mars. Au diable les salariés et leur santé ! Et heureux présage pour les hauts dirigeants de notre économie, drapés dans leur bonne conscience et leurs parachutes dorés ! Malgré une mobilisation sans pareil, Fillon sur TF1, le soir même ne se disait pas disposé à engager un nouveau plan de relance. Pas plus qu'il n'envisage d'augmenter le salaire minimum ou de supprimer le bouclier fiscal, cadeau fait aux plus riches au détriment des classes moyennes et populaires. L'État ne lâchera rien. Mais continue à donner dans la provocation inutile : « Il n'y a pas de tabou, le gouvernement n'est pas fermé. Il entend ce que disent les uns et les autres, ceux qui manifestent et ceux, nombreux d'ailleurs qui ne manifestent pas », n'a pu se retenir de balancer François Fillon, le jour-même de cette mobilisation monstre, aussi « droit dans ses bottes » qu'Alain Juppé en 1995. « Ce ne sont pas simplement des défi-

lés ou des manifestations qui permettront de sortir de la crise. Je ne crois pas qu'il y ait une demande de changement », a renchéri Brice Hortefeux, le lendemain.

Indécence

Une inflexibilité qui frise l'indécence. Seul mot d'ordre : attendre que le plan de relance de 26 milliards d'euros, lancé à la hâte, produise ses effets. Discours pathétique, en

Fronde UMP contre le bouclier fiscal

Faire un geste ou pas ? La question a agité l'Assemblée, l'espace de quelques jours. Particulièrement dans les rangs de l'UMP où plusieurs voix se sont élevées pour demander l'assouplissement du bouclier fiscal, que le chef de l'État entend maintenir coûte que coûte.

Par exemple, Dominique de Villepin précisait récemment que 61 % de ses bénéficiaires échappent à l'impôt sur le revenu dès lors qu'on retire la CSG et la CRDS de la somme à déclarer. De son côté, René Couanau, député-maire de Saint-Malo, a déposé un amendement pour suspendre cette mesure. Même dans les rangs de l'UMP, nombreux sont ceux qui estiment d'ailleurs que le versement, en pleine crise économique, de 458 millions d'euros à quelque 14 000 contribuables, dont un tiers comptent parmi les plus aisés, nourrit le sentiment d'iniquité dans l'opinion. Rappel à l'ordre immédiat pour étouffer ce début de fronde. Résultat, la majorité UMP a rejeté coup sur coup quatre amendements allant dans le sens d'un assouplissement du bouclier fiscal, lors de l'examen du collectif budgétaire. Et Pierre Méhaignerie, auteur d'un texte visant à mettre en place une contribution sur les plus hauts revenus, n'avait plus qu'à faire profil bas. **BT**



Ils ont osé

« On ne peut pas faire un nouveau plan de relance, un nouveau plan social à chaque fois qu'il y a une manifestation. Le calendrier du gouvernement, il ne peut pas être dicté par le nombre de manifestants dans la rue ou par le calendrier des manifestations ou des grèves, il est dicté par les problèmes, par le calendrier de la crise économique », Henri Guaino, LCI, 19 mars.

« Le bouclier fiscal est un élément de justice », Frédéric Lefebvre, Le Monde, 23 mars.

vérité, qui suffit à mesurer le creusement du fossé social entre des syndicats, qui attendent plus que les 2,6 milliards d'euros débloqués lors du sommet du 18 février, et un gouvernement qui estime en avoir fait assez. Et s'il y en a une qui donne tout en ce moment, c'est bien Laurence Parisot. La patronne des patrons ne manque pas une occasion pour jeter de l'huile sur le feu.

Après avoir affirmé, quelques heures seulement avant le défilé, que cette journée avait « un coût en termes de démagogie, d'illusions créées », la présidente du Medef s'en est prise à ceux qui refusent la main tendue des hauts diri-

geants... « Comme si nous, les chefs d'entreprises, nous ne voulions pas plus que tout défendre les emplois. » Avant d'insister sur le « coût direct » de la grève, en référence aux heures non travaillées.

Surdité

Tout juste Sarkozy, lors de son discours « social » à Saint-Quentin, le 24 mars, a-t-il envisagé une « évaluation » avant l'été et brandi mollement la menace d'un projet de loi à l'automne, si aucun « progrès significatif » n'est enregistré sur la question de la rémunération des dirigeants d'entreprise. « Les gens ont conscience de ce qu'on fait pour eux quand ils le reçoivent », se persuade pour sa part le conseiller social du chef de l'État, Raymond Soubie.

Pas sûr que les Français l'entendent de cette oreille. Cette « surdité » économique et sociale du pouvoir », selon les termes de Laurent Fabius, se traduit par un véritable pourrissement de la situation. L'ambition de la droite : provoquer des désordres dont elle espère, au bout du compte, tirer profit. Soutenus par une majorité de plus en plus divisée (cf. encadré), le président et ses sbires se livrent là à un jeu dangereux, prenant le risque d'enfoncer un peu plus encore le pays dans la crise, quelques semaines seulement avant un 1^{er} mai qui promet d'être agité.

Bruno Tranchant

« Des règles pour les hautes rémunérations »



Le 30 avril prochain, les socialistes profiteront d'une niche parlementaire pour présenter notamment deux projets de loi visant à démanteler le bouclier fiscal et mettre en place une législation claire et juste pour les hautes rémunérations patronales. Précisions avec Alain Vidalies, secrétaire national du PS au travail et député des Landes.

Les socialistes veulent légiférer sur le « boulet fiscal » ainsi que sur les hautes rémunérations...

Oui, le 30 avril prochain, le groupe socialiste présentera deux projets de loi, déclinai-sons de ce que nous avons présenté dans notre contre-plan de relance. Tout naturelle-ment, nous souhaitons que le débat ait lieu, à l'Assemblée nationale, sur le paquet fiscal, le contrôle des licenciements, la suppression du dispositif favorisant les heures sup, mais aussi sur la probléma-tique des rémunérations hal-lucinantes du patronat.

Comment légiférer sur ces rémunérations ?

Le plus choquant, ce sont ces entreprises qui font appel à l'État et qui, simultanément, continuent à se distribuer des rémunérations. Si la puis-sance publique est suscepti-ble d'agir en leur faveur, elle doit aussi intervenir pour éri-ger des règles en matière de rémunération. Nous avons donc prévu des dispositifs très

précis : l'interdiction des stock-options, un plafonne-ment des salaires et le condi-tionnement des rémunéra-tions annexes à une informa-tion puis un accord du comité d'entreprise.

Et pour les entreprises qui ne bénéficient pas d'aides publiques ?

Nous prévoyons une modifi-cation de la législation sur les stock-options, ainsi qu'un mécanisme d'information sur la nature de ces rémunéra-tions, pour que les action-naires aient leur mot à dire - ce qui n'est pas toujours le cas aujourd'hui - et pour que l'en-semble du comité d'entreprise soit au courant de ces verse-ments. De plus, s'agissant des hautes rémunérations de ces entreprises, la réponse doit être une réponse fiscale : sou-mission de tous les revenus à des cotisations CGS et cotisa-tions sociales fixées à 15%

***Propos recueillis
par Ariane Vincent***

De nouveaux amendements

Le gouvernement et la majorité sénatoriale avaient refusé de débattre de la proposition de loi que la sénatrice socialiste Nicole Bricq avait défendue, le 4 novem-bre 2008, «visant à réformer le sta-tut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations». Motif : le code de bonne conduite du Medef et de l'AFEP (association française des entreprises privées) suffisait, alors que tous les codes éthiques proposés depuis 15 ans ont été sans effet.

Mardi 24 mars, Nicole Bricq, a déposé au nom du groupe socia-liste du Sénat, des amendements à la proposition de loi du groupe CRC-SPG « tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser cer-taines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus ». Elle propose notamment une surimposition de solidarité, par la création d'une cinquième tranche d'imposition pour les reve-nus supérieurs à 380 000 euros, part fixe et part variable confon-dues (amendement « Obama »).



L'Europe : la première réponse des socialistes

Pour que le gouvernement sourd et provocateur que nous venons de caractériser, entende enfin la désespérance sociale que nous venons de décrire, il y a au moins une solution : dire non, le 7 juin, à Nicolas Sarkozy et à ses amis. Dire oui à un Parlement européen à gauche, qui pourrait peser de tout son poids dans la construction d'une Europe qui porte d'autres valeurs que le libéralisme. Ce sont les urnes qui doivent parler pour obtenir un changement de politique.

C'était tout l'objet de la convention nationale du PS le 21 mars, qui a entériné les listes socialistes pour chacune des 8 eurlégions, et surtout, montré comment des réponses européennes pouvaient être (ap)portées par la gauche à des problèmes nationaux.

La campagne que va mener le Parti socialiste pour cette élection du 7 juin se veut ancrée au plus près des citoyens. Elle démontrera que les socialistes écoutent, entendent et répondent aux problèmes auxquels sont confrontés les Français. Durant cette matinée, le PS a donné la parole à des hommes et des femmes engagés dans diverses formes de combats. Et les têtes de listes ont répondu, très concrètement, en faisant le pont entre ces blessures et les propositions des socialistes français et européens à leurs problèmes.

« En Europe aussi, il nous faut changer de cap »

Samedi 21 mars, les 288 délégués de la Convention nationale du PS réunis à Paris ont ratifié, à l'unanimité moins cinq abstentions, les listes PS pour les élections européennes. Le premier acte de campagne du PS. À cette occasion, **Martine Aubry a prononcé un discours dans lequel elle a insisté sur la nécessité et l'urgence de « changer l'Europe ». Elle a ainsi rappelé que « si l'Europe a perdu son originalité et son identité, c'est parce qu'elle est tombée dans les mains d'une droite idéologue, la même que celle que nous avons en France ». Et qui produit les mêmes ravages. Extraits.**

« **C'**est vrai que la France va mal, que l'Europe va mal. En 2008, déjà, la Redoute, la Camif, Adecco, Arcelor-Mittal annonçaient des licenciements et Nicolas Sarkozy ne changeait pas de politique. Ces derniers mois, ces derniers jours, les plans sociaux tombent en rafale – Alcatel, Seb, Sea France,

Continental, Total, Goodyear, et c'est toujours la même politique de Nicolas Sarkozy. 47 000 chômeurs sont venus gonfler les rangs de l'ANPE, 64 000 en novembre, 90 000 en janvier. L'économie française est en berne et Nicolas Sarkozy ne change pas de politique. 2,5 millions de manifestants le 29 janvier, 3 millions le

.../...

**Martine Aubry
entourée des huit
têtes de listes
des européennes.**



Karim Dehak

Délégué CGT et salarié
de l'usine Magnetto
Automotive d'Aulnay-sous-
Bois

« **M**agnetto France est un sous-traitant de PSA. Au bout d'une lutte de dix jours et d'une grève votée et reconduite, chaque jour et nuit, avec 200 salariés de tous âges, nous nous présentons aujourd'hui pour prouver aux citoyens français que la crise, c'est eux et que la solution, c'est nous.

La crise, c'est eux. Alors que tous les grévistes étaient au tribunal de grande instance le 2 mars, l'employeur en a profité pour externaliser une gamme d'outils de production dans une autre société du groupe. Nous avons finalement obtenu, article 7 du protocole d'accord de fin de conflit, la réinternalisation de la gamme d'outillages avant le 23 mars. La solution, c'est nous.

Mais si le droit de grève est inscrit dans la Constitution, celui-ci n'est pas payé, le patron le sait et s'en sert. Article 5 du protocole d'accord, aucune heure de grève ne sera payée. Parce qu'il a fallu perdre hier pour gagner aujourd'hui, les 200 grévistes ont perdu 600 euros qui représentent dix jours de grève. »

19 mars. La France est dans la rue et toujours la même politique de Nicolas Sarkozy. Les institutions internationales, les experts, réclament un vrai plan de relance français. Rien, ou quasiment rien du côté de Nicolas Sarkozy.

Contrairement à ce qu'a dit le Premier ministre, après que les Français ont crié leur désespoir dans la rue jeudi, il y a toutes les raisons aujourd'hui de relancer véritablement la politique économique de la France.

Les Français ont dit leurs angoisses. Ils ont dit aussi leurs difficultés et il n'y a eu aucune réponse. Ils ont crié, ils ont lancé un SOS : nous voulons que vous soyez là, Monsieur le Président, vous qui avez été élu soi-disant pour être le président du pouvoir d'achat.

Le Premier ministre a répondu : RAS, vous pouvez circuler, on assure.

Voilà ce que les manifestants, les Français ont pu entendre. Ils ont dit aussi leur sentiment profond d'injustice. C'est cela aussi qu'on a entendu lorsque les Continental ont parlé cette semaine, lorsqu'ils ont dit : on nous a trahis quand on nous a dit il y a quelques mois : travaillez 40 heures payées 35, renoncez à vos primes de vacances, renoncez à vos primes de fin d'année. Nous avons signé pour que notre usine existe encore jusqu'en 2012, mais nous avons été trahis. On nous a dit, il y a quelques semaines : vous allez disparaître, nous avons des difficultés et nous avons appris la semaine dernière au comité central d'entreprise



Kader Arif, tête de liste de la région Sud-Ouest

« **L'Europe de la recherche,
une chance pour la croissance** »

Les élections européennes seront pour nous l'occasion d'impulser de nouveaux débats au Parlement sur la relance d'une politique d'enseignement supérieur et de recherche.

Nous, socialistes européens, plaillons pour une ambition revue à la hausse à l'occasion de la redéfinition des objectifs de Lisbonne, en 2010. Plusieurs actes doivent être étudiés. À commencer par la réalisation effective des objectifs initiaux de 3 % du PIB consacrés à la recherche, à travers un calendrier précis et l'engagement des États membres à rendre régulièrement des comptes sur ce point. Dans le cadre de cette augmentation, 700 000 postes de chercheurs doivent être créés, en rendant les carrières

que notre groupe faisait 680 millions d'euros de résultats, et même notre entreprise, notre établissement gagnait de l'argent. Alors qu'est-ce que c'est cette société où les patrons peuvent continuer à licencier après avoir demandé tant de sacrifices ? Et un Premier ministre qui répond : rien.

Un entêtement idéologique

C'est pourquoi, Monsieur Fillon, nous n'attendrons pas les effets de votre plan de relance qui n'existe pas. L'entêtement de Nicolas Sarkozy, c'est un entêtement idéologique, c'est un vrai débat politique qui nous oppose aujourd'hui à lui. Cet entêtement a un symbole : le paquet fiscal.

Rappelez-vous, ce paquet fiscal, cette loi TEPA, ce président qui a été élu pour être le président du pouvoir d'achat, il y a quelques jours nous disait : Je n'ai pas été élu pour augmenter les impôts. Mais il n'avait pas été élu non plus pour baisser les impôts des plus privilégiés. Comment peut-on expliquer aux Français qu'à cause de cette loi, comme l'a très bien montré notre président de la commission des Finances à l'Assemblée nationale, 834 contribuables ont touché un chèque de 368 000 euros cette année ? Ce chèque, c'est trente ans de la vie d'un smicard. Comment les Français peuvent-ils accepter cela ? Pourquoi sont-ils dans la rue, Monsieur Fillon ? Parce que cela c'est inacceptable. Ces

injustices qui s'accroissent au moment où nous allons mal, au moment où les licenciements sont là.

► Notre Europe, c'est une Europe juste, capable d'apporter à tous les moyens de construire sa vie ►►

Par rapport à cela, nous portons les espoirs, chaque jour, je crois un peu plus. Bien sûr, nous ne sommes pas encore au mieux de notre forme, mais tous les jours nous sommes plus présents, plus crédibles, plus forts, car nous sommes là, auprès de ceux qui souffrent, devant les usines, dans les manifestations, auprès des associations. Là aussi, partout où nous agissons

27

.../...

scientifiques plus attractives. Une orientation des dépenses en direction des technologies propres, des nanotechnologies, des biotechnologies, nous paraît indispensable, au même titre que la création d'un espace européen de l'innovation, qui doit permettre l'échange des connaissances sur les éco-innovations, renforçant le leadership européen sur les éco-industries. L'Europe de la recherche est une chance pour la croissance, l'emploi, les échanges de savoirs entre chercheurs et leur mise à disposition pour l'ensemble des citoyens européens.



Harlem Désir, tête de liste de la région Île-de-France

« Inventer une économie sociale et durable »

Dans toute l'Europe, les travailleurs subissent les conséquences d'une crise qu'ils n'ont pas créée, mais aussi d'une politique qui ne les protège pas, ni au plan national

ni au plan européen. Ce qui s'est passé chez Magnetto est à l'image de tout ce qui se passe dans tant d'autres entreprises en France : chez Amora, chez Continental, des patrons qui licencient, qui en profitent pour essayer de délocaliser avec la bénédiction par inaction du gouvernement.

Il serait temps, dans cette crise, qui montre la faillite d'une ancienne logique, d'accepter de remettre en cause certains dogmes et repenser les fondements mêmes de notre organisation économique et sociale en Europe, car la droite

Philippe Bohelay

Militant associatif
de Clermont-Ferrand

28 « Tous les jours, avec les forces syndicales, avec le mouvement associatif, nous apprenons la fermeture de telle entreprise, nous apprenons que telle entreprise impose le chômage partiel pour tenter de s'en sortir. Alors, on dit que le chômage partiel, ce n'est pas trop grave, sauf qu'avec les attaques menées contre le Code du travail, pour des milliers de salariés aujourd'hui, cela représente parfois des baisses de revenus de 50 %, avec les huissiers qui viennent. Petit à petit s'installe cette incapacité de prévoir l'avenir, ce désespoir réel des salariés et on se dit : la droite ne fait rien, elle ne peut d'ailleurs rien faire, prise dans son propre système de pensée. Que devrait faire l'Europe, que pourrait-elle faire si les socialistes européens, demain, gagnaient la bataille, pour imposer un véritable plan de relance économique? Et pour lutter contre toutes les formes de dumping, fiscal, social, économique ? »



n'a rien compris et n'a rien appris de cette crise, sa principale préoccupation semble être, une fois la crise passée, de pouvoir recommencer comme avant. Elle reste obstinément bloquée par sa logique et son idéologie néolibérale.

Nous disons que dans cette époque de bouleversements historiques, c'est l'occasion de bouleverser l'Europe, d'inventer une économie qui soit à la fois sociale et durable et qui respecte ceux qui produisent les richesses, c'est-à-dire les travailleurs.



**Gilles Pargneaux,
tête de liste de
la région Nord-Ouest**

**« Nous allons changer
cette Europe »**

Nous vivons une récession économique, une crise sociale sans précédent. Nous vivons aussi une crise morale, et Martine Aubry l'a rappelé encore récem-

avec nos élus, en responsabilité, partout où ils le peuvent, car nous savons bien aujourd'hui que nos collectivités locales sont étranglées, mais combien de régions aujourd'hui mettent en place déjà notre projet de formation tout au long de la vie, de progression professionnelle, combien de régions, de départements, de villes accélèrent là où elles le peuvent encore une fois, leurs investissements pour pouvoir maintenir l'emploi et les entreprises chez elles ?

Combien de nos élus aujourd'hui font en sorte de réduire la pesanteur, le poids de la baisse du pouvoir d'achat sur les Français, en prenant des mesures adéquates ?

Et puis nous avons proposé un plan de relance, on en parle d'ailleurs peut-être plus

dans les autres pays européens qu'en France.

Aussi nous avons proposé un plan préparé par l'ensemble des membres de la direction, préparé par les contributions de nos régions et dont nous pouvons, je crois, être fiers : 50 milliards d'euros.

▼ *La France est dans la rue et toujours la même politique de Nicolas Sarkozy* ▼

Nous avons dit : il faut qu'il soit équilibré sur la consommation et sur l'investissement.

Et puis nous voulons un vrai plan de relance comme l'ont fait les Espagnols, pour ne prendre que cet exemple, le logement social, les infrastructures tout de suite, l'accompagnement des collecti-

vités locales pour qu'elles puissent nourrir les PME qui sont auprès de chez elles et les entreprises.

Il faut continuer à dire que tout cela est possible, pas seulement parce que c'est notre crédibilité qui est en cause, mais bien évidemment parce que c'est l'espoir qu'il faut ramener chez les Français, cet espoir qu'ils pourront faire des choix au moment des élections européennes et régionales avant le grand rendez-vous de 2012.

Nous voulons tout de suite, ici, le changement, en proposant. C'est ce que nous faisons tous les jours, mais nous savons bien que si une autre politique est possible aujourd'hui, c'est surtout un nouveau modèle qu'il va

ment devant les manifestants et les leaders syndicaux à Lille.

C'est pourquoi nous proposons dans notre plan de relance un Pacte pour l'emploi qui affirme notre présence dans l'industrie automobile. À charge pour le Parlement européen de développer un projet digne de ce nom. Il s'agit d'un combat que nous allons mener dans le Nord-Ouest, avec l'ambition de défendre les salariés. Nous voici à nouveau sur le terrain, auprès de celles et ceux qui souffrent. C'est parce que vous voterez socialiste, le 7 juin, que nous aurons une autre majorité au

Parlement européen et qu'il nous sera possible de changer cette Europe que nous ne voulons plus, avec un président socialiste à la tête de la Commission européenne.

L'enjeu est capital. Il faut que nous puissions en faire prendre conscience à nos concitoyens, en comptant sur l'ensemble des candidats des huit grandes régions métropolitaines et d'outre-mer. Le 7 juin, l'Europe doit changer. C'est ici et maintenant que vous devez faire en sorte d'accompagner ce grand mouvement de progrès social pour permettre une nouvelle majorité.

Changer l'Europe, c'est maintenant, c'est nous qui allons changer cette Europe.

Vincent Peillon, tête de liste de la région Sud-Est

« L'Europe a besoin des socialistes »





Le rassemblement socialiste, à Paris lors de la manifestation du 19 mars.

30

nous falloir construire, un nouveau modèle de développement. On ne peut pas dire que la crise est totale, systémique, et ne pas se mettre au travail pour proposer en France et en Europe un vrai modèle politique qui porte les valeurs de notre pays, inscrit au fronton de nos mairies, mais aussi des fondateurs de l'Europe. Le volontarisme, l'humanisme, voilà ce sur quoi nous devons fonder ce modèle que nous allons construire. Il nous faut fournir donc un travail lourd en notre sein, il faut un modèle juste, c'est-à-dire social, efficace, c'est à dire vert et prospère. C'est cela l'efficacité, aujourd'hui, au XXI^e siècle.

Changer l'Europe maintenant

On ne peut pas être de gauche et ne pas avoir un vrai projet européen, c'est la première étape de la reconquête.

En Europe aussi, il nous faut changer de cap, il nous faut changer l'Europe maintenant, et c'est effectivement ce que nous allons faire ensemble. Où serions-nous si l'Europe n'avait pas, avec Mitterrand, Delors et Kohl, donné une issue maîtrisée à la chute de

Toute notre famille politique, à travers la Société des Nations, à travers les combats de François Mitterrand, de Jacques Delors, s'est toujours battue pour la construction européenne, mais la construction européenne comme l'instrument qui peut porter les valeurs de démocratie et de justice sociale qui sont les nôtres. Une Europe sans budget, et la droite a voté la limitation du budget européen à 1% du PIB, est une Europe qui ne peut pas agir comme elle le devrait contre la crise. Il faut donc voter massivement,

Berlin, 20 ans d'anniversaire aujourd'hui ? Où en seraient l'Espagne, le Portugal et la Grèce et nos régions industrielles et agricoles si l'Europe n'avait pas été là ? Je crois que nous devons aussi dire cela, même si nous sommes très critiques, à juste titre, sur ce

non seulement pour rappeler, y compris aux nôtres qui auraient des tentations protectionnistes, que nous avons besoin, pour répondre à tous les grands défis, économique, environnemental, social, de l'Europe, mais que l'Europe a profondément besoin des socialistes. Avec la liste du Sud-Est, nous allons assumer pleinement les combats qui sont les nôtres depuis plus d'un siècle pour la construction d'une Europe démocratique et sociale dans une perspective de régulation de l'ordre international, que seuls les socialistes portent dans

que l'Europe est devenue. Oui, elle a dérivé, elle s'est laissée débordée par la vague libérale, et la responsabilité est claire : c'est la majorité des pays, avec une majorité de droite, qui a porté cette Europe vers ce libéralisme.

Quelques mots là-dessus, quand même, car la mise en place du marché unique, qui permet aux biens et aux personnes de circuler librement, aurait pu être une formidable chance pour l'Europe, mais faute d'avoir été liée à l'harmonisation fiscale et sociale, elle a donné lieu au dumping social, avec les délocalisations que l'on connaît.

Si la politique de la concurrence a fixé des règles pour éviter le chacun pour soi, faute de véritable stratégie industrielle, faute d'avoir exclu les services publics de

cette politique, elle a conduit aux difficultés que nous savons.

Si l'euro nous a mis à l'abri, surtout dans cette période, de fluctuations monétaires qui auraient été préjudiciables à notre économie, nous savons aussi que faute de n'avoir eu comme objectif que la baisse de l'inflation et non pas la croissance et l'emploi, aujourd'hui, l'euro nous pose des difficultés quand les autres monnaies sont plus faibles.

Si l'Europe a perdu son originalité et son identité, c'est parce qu'elle est tombée dans les mains d'une droite idéologique, la même que celle que nous avons en France. La droite aujourd'hui n'est pas celle du Général de Gaulle ou du Chancelier Adenauer, c'est celle de Barroso, de Sarkozy

ou de Berlusconi. Ce n'est pas un hasard s'ils se soutiennent et s'ils se serrent les coudes.

❖ **Tous les jours nous sommes plus présents, plus crédibles, plus forts, car nous sommes là, auprès de ceux qui souffrent, devant les usines, dans les manifestations, auprès des associations** ❖

Dans le fond, quand on y réfléchit, ils se sont unis autour d'un programme assez simple : le libéralisme pour l'économie, la précarisation pour le social, l'autoritarisme dans la société et l'atlantisme en guise de politique étrangère. Voilà ce qui

31

.../...

la durée et qu'ils porteront demain, et qui est aujourd'hui ce que nos concitoyens attendent en Europe comme en France. »

Catherine Trautmann,
tête de liste de
la région Est



« Liberté, respect mutuel et égalité »

Notre ambition est de créer un sentiment de proximité en rapprochant les hommes, d'utiliser leurs compétences dans des politiques de réseau et de promouvoir une gouvernance véritable et démocratique. Nos concitoyens exigent plus de solidarité, de justice et d'équité. Ils souhaitent être traités avec dignité, quelle que soit leur origine. L'Europe, après la Première et la Seconde Guerre mondiales, surtout, fut une promesse d'interdépendance qui s'est transformée peu à peu, avant de

devenir un espace de solidarité entre les pays et les peuples. Mais il nous faut aussi introduire des valeurs aussi essentielles que la liberté, le respect mutuel et l'égalité.

C'est ce que nous défendons. La liberté, oui, mais la liberté maîtrisée dans une économie régulée. La solidarité, oui, mais avec une véritable égalité. Et nous sommes les seuls à pouvoir donner un sens, une direction pour changer l'Europe en l'appelant aussi à devenir plus fraternelle et plus solidaire. Après la paix entre les pays et les peuples, il convient de penser aux risques

Jean-Claude Rech

Membre de UDT-CFDT
de l'Oise

■ 32

Nos problèmes sociaux sont considérables. La participation des salariés aux bénéfices, dont on nous rebat tant les oreilles en ce moment s'élève à trois fois un tiers. Mais un tiers de quoi au juste, puisque les bénéfices disparaissent ? Un tiers de rien, cela ne fait pas grand-chose, un tiers de rien, cela ne fait rien ! Aujourd'hui, des sociétés dégagent des marges bénéficiaires avec des plans sociaux énormes, puisque les dividendes rentrent. Nous ne supportons plus cette situation. Les Parlements français et européen doivent réagir. Sans compter que les périmètres d'expertise dans les entreprises doivent être modifiés. Enfin, nous demandons la présence, au sein de ces mêmes entreprises, de commissions « informatique et liberté », capables de surveiller l'outil informatique et certaines informations pour mieux savoir ce qui se passe. »

réunit aujourd'hui la droite européenne, voilà ce sur quoi nous devons nous réunir pour combattre.

❖ ***Si l'Europe a perdu son originalité et son identité, c'est parce qu'elle est tombée dans les mains d'une droite idéologique, la même que celle que nous avons en France*** ❖

Alors, voter socialiste le 7 juin, pourquoi ? D'abord pour permettre cette alternance au Parlement et à la Commission européenne, pour changer l'Europe maintenant car parce qu'il sera

trop tard après. C'est cela qu'il faut vraiment expliquer aux Français. Notre Europe, c'est une Europe juste, capable d'apporter à tous les moyens de construire sa vie, capable aujourd'hui de mettre en place des minima sociaux dans chaque pays, un salaire minimum que nous demandons comme devant atteindre 60 % du salaire médian par pays, étape vers un salaire minimum européen. Une directive qui garantit l'intégrité des services publics, cela veut dire l'effort d'éducation, de formation, de recherche. Notre Europe, c'est une Europe qui crée des emplois. Mais nous, socialistes français, nous en demandons un

politiques, économiques, et c'est la paix civile et sociale entre les hommes et les femmes de cette Europe que nous devons construire. C'est la nouvelle étape qui s'ouvre devant nous.

Bernadette Vergnaud,
tête de liste de
la région Ouest

« Un objectif essentiel : la cohésion sociale et territoriale »

Les socialistes français et européens font de la création responsable et durable et de la redistribution des richesses un



enjeu majeur de leur action politique. Nous ne trouverons une issue à la crise qu'en coordonnant à l'échelle européenne une orientation politique nouvelle. La lutte contre le changement climatique, devenue une priorité de l'Union, par nécessité absolue, peut et doit aboutir à renouveler l'économie européenne, à

petit peu plus. Nous voulons un budget de l'Union européenne augmenté pour faire tout cela, nous voulons reconnaître le droit pour l'Union européenne de lever des emprunts, nous voulons l'harmonisation des fiscalités, la coordination des politiques économiques et puis une politique de juste échange. Et là je suis heureuse que nous ayons pu débattre et écrire un texte qui ne soit pas protectionniste, mais où nous disions simplement qu'on est dans la protection que lorsqu'on est dans le progrès social et que Nicolas Sarkozy ne va pas nous expliquer qu'il va présenter une Europe de la protection alors qu'il verrouille toutes les libertés

dans notre pays et qu'il crée des injustices.

Oui, nous voulons de la protection, mais de la protection dans le progrès, c'est la raison pour laquelle il nous faudra protéger nos industries et nos économies émergentes, mais il faudra aussi penser aux pays en développement qui ont besoin sans doute que nous nous fassions un peu moins concurrence dans certains domaines. C'est cela le juste échange, c'est celui-là que nous voulons défendre, ce n'est pas une vision passéiste du protectionnisme, c'est une vision progressiste, je le crois, de nos échanges et de la protection. ■ ➤➤

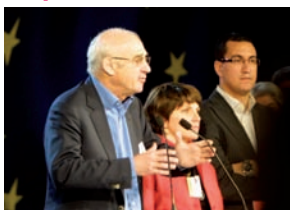


créer une nouvelle croissance verte. Les socialistes français et européens proposent de réorienter le budget européen en ce sens. 30 % du budget de la politique régionale pour 2007-2013, soit 105 milliards d'euros, peuvent dès aujourd'hui être investis dans une deuxième dynamique de la stratégie de Lisbonne, à l'économie de la connaissance dirigée vers des politiques innovantes d'énergie renouvelable, de gestion de l'eau, des déchets, d'amélioration de l'habitat, notamment l'habitat social. Environ 10 millions de nouveaux emplois à l'horizon 2020, dont 500 000 à

court terme pour la France, peuvent ainsi être créés afin de maintenir un objectif essentiel pour nous, socialistes, la cohésion sociale et territoriale. »

Henri Weber, tête de liste de la région Centre

« Un vrai plan de relance européen »



Pour lutter contre le chômage, la désindustrialisation, le niveau national et local sont très importants. Mais le niveau européen est essentiel. À cet égard, la droite en Europe, Barroso, Sarkozy, Merkel ont sous-évalué depuis le début l'ampleur et la gravité de cette crise. Sous présidence française, le plan de relance qui a été institué est un pseudo plan de relance. Il est riquiqui avec 200 milliards d'euros, dont 170 milliards d'euros constituent l'addition des plans de relance nationaux. Les leaders de la droite européenne, qui dominent le Parlement européen, la

Axel Zettor

Vice-président du Conseil économique et social de la Réunion

« L'Europe, on la connaît outre-mer sous forme de financements des grands travaux et des infrastructures. On connaît l'Europe seulement à travers cela. Mais la crise que nous avons vécue et que nous vivons encore à La Réunion, ces jours-ci, traduit à mon sens autre chose. Il y a un malaise beaucoup plus profond. Comment, demain, pourrons-nous orienter la politique européenne vers l'humain ? Comment faire en sorte que la jeunesse ultramarine puisse parvenir à un niveau d'éducation tel qu'on puisse inscrire l'outre-mer dans une politique de compétitivité et de solidarité digne de ce nom ? Cet outre-mer qui rayonne dans le Pacifique, aux Antilles, dans l'Océan indien, cet outre-mer qui constitue un atout pour la France et l'Europe, a besoin d'une toute autre considération. Nous comptons sur toi et tes colistiers, Ericka, pour montrer la voie aux Européens, pour qu'enfin on comprenne que ces territoires ont besoin d'une autre politique, pas seulement de financements. »

Commission, le Conseil, se considèrent satisfaits. Ils pensent qu'ils ont fait ce qu'il fallait faire et qu'il ne faut pas aller au-delà.

Ce que les socialistes européens proposent, dans le cadre de leur manifeste, c'est un vrai plan de relance européen pour booster la croissance et retrouver les chemins de l'emploi. Un plan ambitieux de la même envergure que le plan américain. Un plan équilibré qui marche sur ses deux jambes, l'investissement, mais aussi le volet social car il ne sert à rien d'investir si la demande fléchit fortement. La demande fléchissant entraîne un cercle vicieux de désinvestissement et de dépression.



Éricka Bareigts, tête de liste de la région Outremer

Les Outremer sont la richesse de la France, ils sont aussi une des plus grandes richesses de l'Europe. L'Europe nous a beaucoup accompagnés depuis vingt

ans. Elle a investi massivement dans les régions ultrapériphériques pour compenser des handicaps structurels. Du fait de nos situations géographiques, du fait que nous étions des territoires contraints, du fait de ce retard et de nos histoires, nous avons des handicaps qu'il fallait compenser. Ce qui nous a permis, en très peu de temps, de construire nos lycées, nos collèges, nos routes... L'Europe a fixé comme objectif d'atteindre un niveau correspondant à 75 % du PIB des moyennes des régions européennes. Aujourd'hui, nous n'en sommes pas loin : la Martinique est à 73 %, la Réunion à 68 et la Guadeloupe à 70 ou 73. Pourtant, dans ces trois départements, il y a eu une expression de colère et d'insatisfaction. Il va falloir changer de braquet en allant à l'essentiel. On ne construira pas l'Europe de demain, l'Europe du développement durable, en ayant des personnes en situation d'illettrisme. L'Europe doit recentrer ses financements sur l'éducation et la santé. Nous devons soutenir aussi tout ce qui relève de la recherche environnementale. Nous représentons 80 % de la biodiversité française. ■

Ratification des listes

Les 288 délégués de la Convention nationale du PS réunis à Paris le 21 mars ont ratifié à l'unanimité moins cinq abstentions les listes PS pour les élections européennes. Un seul changement, par rapport aux listes soumises aux militants le 12 mars, est intervenu : dans la liste de l'eurorégion Centre-Massif Central, Laurent Lafaye a remplacé Alain Calmette en troisième position.



Pour la justice sociale, pour la relance, abrogeons le bouclier fiscal

La France traverse la plus grave crise économique et sociale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Loin de prendre la mesure de la situation, le gouvernement n'a toujours pas adopté le plan de relance dont notre pays a besoin.

Le bouclier fiscal adopté par la majorité UMP-Nouveau Centre dès le mois de juillet 2007 est une mesure profondément injuste qui accentue les inégalités en protégeant les plus fortunés des Français.

En 2008, année de déclenchement de la crise, 834 contribuables disposant d'un patrimoine supérieur à 15 millions d'euros ont, chacun, perçu un chèque de l'État de 368 000 euros !

La Grande-Bretagne ou les États-Unis ont décidé de faire contribuer les plus riches à lutter contre la crise ; en France l'UMP s'accroche désespérément à son bouclier fiscal et s'enferme dans l'inaction.

C'est pourquoi, nous demandons sa suppression, ce qui permettrait de dégager 15 milliards d'euros par an pour mener une vraie politique pour améliorer le quotidien des Françaises et des Français et sortir la France de la crise.

NOM :	PRÉNOM :	COORDONNÉES / EMAILS	SIGNATURE :

PÉTITION À RENVOYER AU PARTI SOCIALISTE, 10 RUE DE SOLFERINO 75007 PARIS

TÉLÉCHARGEABLE SUR WWW.PARTI-SOCIALISTE.FR



Face à la crise, il est vraiment urgent d'agir

**Pour financer le vrai plan de relance
dont la France a besoin,
les socialistes demandent
à Nicolas Sarkozy :**

- **de supprimer** le bouclier fiscal, qui a permis aux 834 contribuables les plus riches de France de recevoir chacun un chèque de l'État de 368 000 euros, et le paquet fiscal ;
 - **d'arrêter** le plan de suppression de postes dans la fonction publique, et d'abord dans l'éducation et à l'hôpital ;
 - **de stopper** le gel des dotations d'État aux collectivités locales.
-
- **de verser** une aide de 500 euros pour 13 millions de personnes bénéficiaires de la Prime pour l'emploi et des minima sociaux ;
 - **de baisser** la TVA ;
 - **d'accompagner** les salariés licenciés et **d'encadrer** les licenciements boursiers.



Sur www.parti-socialiste.fr :

S'informer sur le plan de relance des socialistes

Signer la pétition pour l'abrogation du bouclier fiscal